

POLITIQUE

ANTI-CORRUPTION

Unis
contre la
corruption





TOLÉRANCE ZÉRO
EN MATIÈRE DE
CORRUPTION

LETTRE D'ENGAGEMENT



Notre rayonnement national et notre leadership sur le marché de la mobilité durable nous confèrent une responsabilité sociétale envers l'ensemble de nos parties prenantes. Prévenir la corruption est un impératif fondamental pour préserver la réputation de notre Office, sa compétitivité et la pérennité de ses activités.

À ce titre, nous avons décidé de mettre en place un système de management anti-corruption « SMAC » conforme à la norme ISO 37001 et nous nous engageons à mettre à disposition toutes les ressources nécessaires pour réussir son déploiement, son entretien et son amélioration.

C'est dans ce cadre que nous adoptons une politique de tolérance zéro en matière de corruption sous toutes ses formes et quelle qu'en soient les circonstances et les justifications dans toutes les activités de l'Office.

Cette Politique s'applique à nous tous, y compris ceux qui agissent en notre nom. Chaque collaborateur, quel que soit son niveau hiérarchique ou de responsabilité, se doit d'agir en conformité avec les exigences de notre politique anti-corruption. Parmi les composantes du SMAC, un dispositif d'alerte est mis à la disposition de l'ensemble de nos collaborateurs et de nos partenaires. L'ONCF s'engage à assurer la confidentialité et la protection de l'auteur de l'alerte contre toutes représailles pour avoir émis en bonne foi un signalement.

Pour la concrétisation de notre engagement, je charge la Direction « Audit et Management des Risques », accompagnée des référents anti-corruption représentant l'ensemble des structures de notre Office, de piloter la mise en œuvre du « SMAC », d'assurer son suivi et de veiller à son amélioration dans le respect de la norme « ISO 37001 » et des modalités arrêtées pour sa gouvernance.

Notre ambition est de donner l'exemple à suivre en matière de lutte contre la corruption et d'amorcer une dynamique collective au sein de notre écosystème ferroviaire.

C'est ainsi que nous contribuons au déploiement de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et aux efforts de notre pays pour l'éradication de ce fléau.



Le Directeur Général
Signé: Mohamed Rabie KHLIFE

I. OBJECTIF

L'objectif de la politique anti-corruption est de définir les principes de lutte contre la corruption au sein du Groupe ONCF et de fournir aux collaborateurs du Groupe un référentiel à suivre dans le cadre de leurs activités professionnelles. Cette politique s'applique à l'ensemble des collaborateurs et doit être respectée par toutes nos parties prenantes, notamment les fournisseurs, les sous-traitants, les prestataires, les clients, les consultants, les intermédiaires, les intérimaires, ainsi que tous les partenaires du Groupe.

II. DÉFINITION DE LA CORRUPTION

Est considéré comme un acte de corruption le fait d'offrir ou promettre d'offrir (corruption active), de solliciter ou d'accepter (corruption passive), un avantage indu de toute valeur (financière ou non financière), directement ou indirectement, indépendamment du ou des lieux, en violation des lois applicables, pour inciter ou récompenser une personne à agir ou à ne pas agir dans le cadre de ses fonctions.

- ISO 37001 -

III. COMPORTEMENTS ATTENDUS OU PROSCRITS DANS LE CADRE DE LA PRÉVENTION DE LA CORRUPTION

1. Tolérance zéro en matière de corruption

Le Groupe ONCF adopte le principe de "Tolérance zéro" en matière de corruption, quelle que soit sa forme, dans l'ensemble de ses activités et au sein de l'ensemble du Groupe. Toute action effectuée en violation de la présente politique est susceptible d'entraîner des sanctions disciplinaires conformément à la réglementation en vigueur.

2. Cadeaux et invitations

Tout cadeau ou invitation, qu'il soit reçu ou offert, doit revêtir un caractère occasionnel et raisonnable, être lié à des objectifs strictement professionnels, être conforme aux réglementations applicables et faire l'objet d'une totale transparence vis-à-vis de la hiérarchie.

Afin de prévenir les risques de corruption qui peuvent découler de la gestion des cadeaux et invitations, des règles ont été établies pour l'ensemble des collaborateurs et sont détaillées dans le « règlement de gestion des cadeaux et invitations ».

3. Conflits d'intérêts

Chaque collaborateur du Groupe ONCF doit identifier les situations de conflit d'intérêts auxquelles il pourrait être confronté et les signaler à sa hiérarchie et/ou au Responsable Conformité anti-corruption afin de les traiter et de trouver les mesures de remédiation appropriées.



TOLÉRANCE ZÉRO
EN MATIÈRE DE
CORRUPTION

4. Engagement anti-corruption

Tous les collaborateurs occupant les fonctions de Chef de Service, Chef de Mission, Chef de Projet, Chef de Département, Directeur, Directeur de Pôle, Directeur de Filiale ou des fonctions assimilées doivent remplir le formulaire d'engagement anti-corruption et y apposer leur signature, accompagnée de la mention "lu et approuvé".

IV. MESURES DE PRÉVENTION DE LA CORRUPTION

1. Cartographie des risques de corruption

Le Groupe ONCF dispose d'une cartographie des risques de corruption et la met à jour annuellement. Cette cartographie permet d'identifier, d'évaluer, de hiérarchiser et de gérer les risques de corruption, dans le but d'assurer un programme de prévention anti-corruption efficace et adapté.

2. Formation et sensibilisation

Le Groupe ONCF déploie et maintient un programme de formation régulier de ses collaborateurs exerçant des fonctions fortement exposées aux risques de corruption. Des actions de sensibilisation portant sur les différents aspects de la prévention de la corruption sont dispensées à l'ensemble des collaborateurs.

3. Diligence raisonnable

Le Groupe ONCF déploie des procédures de diligence raisonnable à mettre en œuvre auprès de ses partenaires commerciaux et de ses collaborateurs en fonction de leur exposition aux risques de corruption.

4. Système d'alerte anti-corruption

Le Groupe ONCF a mis en place un système d'alerte en matière de corruption qui permet à chaque collaborateur du Groupe et à toute personne extérieure (fournisseur, sous-traitant, intermédiaire, client...) de signaler toute sollicitation de corruption ou tout acte avéré de corruption lié au Groupe ONCF.

L'auteur de l'alerte peut adresser son signalement de la manière suivante :

- . Soit au Responsable Conformité anti-corruption et/ou au Responsable hiérarchique lorsqu'il s'agit d'un collaborateur ;
- . Soit au Responsable Conformité anti-corruption lorsqu'il s'agit d'une personne externe au Groupe.

À L'ADRESSE POSTALE

Office National Des Chemins de Fer
Direction Audit et Management des
risques
Responsable Conformité
anti-corruption
8 bis Avenue Abderrahmane El Ghafiki
Agdal - Rabat

À L'ADRESSE ÉLECTRONIQUE

smac@oncf.ma

Le Groupe ONCF s'engage à protéger l'identité de l'émetteur d'alerte et de garder la confidentialité des signalements.



TOLÉRANCE ZÉRO
EN MATIÈRE DE
CORRUPTION

5. Contrôles financiers et non financiers

Le Groupe ONCF déploie un dispositif de contrôle financier dans le but de garantir que ses comptes ne sont pas manipulés pour dissimuler des actes de corruption. Il met en œuvre des contrôles non financiers pour garantir une gestion adéquate de ses activités liées aux achats, aux ventes et aux autres opérations, afin de maîtriser le risque de corruption.

V. SYSTÈME DE MANAGEMENT ANTI-CORRUPTION

Le Groupe ONCF a mis en place un système de management anti-corruption (SMAC) conforme aux exigences de la norme ISO 37001.

Le déploiement et le suivi du SMAC sont assurés par le Responsable Conformité anti-corruption de l'Office, par les Référents Conformité anti-corruption et tous les collaborateurs du Groupe ONCF. La revue de l'efficacité du SMAC se réalise annuellement.

La Direction Générale s'engage à allouer les ressources nécessaires pour le déploiement du SMAC et pour son amélioration continue.



سياسة

مكافحة الرشوة



مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية



عدم التسامح
مع الرشوة



رسالة إلتزام

يمنحنا تأثيرنا الوطني وريادتنا في سوق التنقل المستدام مسؤولية اجتماعية تجاه جميع فرقائنا. كما تعتبر محاربة الرشوة ضرورة أساسية للحفاظ على سمعة مكتبنا وقدرته التنافسية واستدامة أنشطته.

في هذا السياق، قررنا اعتماد نظام لمحاربة الرشوة وفقاً لمعيار "إيزو 37001" ونحن ملتزمون بتوفير جميع الموارد اللازمة لتفعيله وصيائه وتطويره. على هذا النحو، فإننا نتبنى سياسة عدم التساهل تجاه أي شكل من أشكال الرشوة مهما كانت الظروف والمبررات، وذلك في جميع أنشطة المكتب.

تتطبق هذه السياسة علينا جميعاً بما في ذلك أولئك الذين يتصرفون نيابة عنا، يجب إذن على كل متعاون بغض النظر عن رتبته أو مسؤوليته، التصرف وفقاً لمقتضيات سياستنا لمحاربة الرشوة.

من بين مكونات نظامنا لتسيير محاربة الرشوة، يتم توفير آلية للتبليغ عن الرشوة تحت تصرف متعاوني وشركاء المكتب الوطني للسكك الحديدية. وفي هذا الصدد يتعهد المكتب بضمان سرية وحماية المبلّغين عن الرشوة، بحسن نية، من أي أعمال انتقامية قد تمارس في حقهم.

ومن أجل تحقيق التزامنا، تم تعيين "مديرية التدقيق وإدارة المخاطر"، بمساعدة مراسلي مكافحة الرشوة بمختلف هيكل مكتبنا، لقيادة هذا النظام و ضمان تحسينه وفقاً لمتطلبات معيار "إيزو 37001" و الترتيبات المتخذة في إطار حوكمته. طموحنا هو أن نكون مثالاً يقتدى به في مجال محاربة الرشوة وإذكاء دينامية جماعية داخل منظومتنا السككّية.

نأمل بهذا، أن نساهم في تفعيل الاستراتيجية الوطنية لمحاربة الرشوة وأن نشارك في جهود بلادنا للقضاء على هذه الآفة.

المدير العام
محمد ربيع الخليغ



1 - الأهداف

الهدف من سياسة مكافحة الرشوة من طرف مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية هو تحديد المبادئ والخطوات التي يجب على جميع متعاوني المجموعة الامتثال لها والعمل بها في إطار الأنشطة المهنية.

II - تعريف الرشوة

الرشوة هي تقديم أو وعد أو إعطاء أو قبول أو الحث على ميزة غير مستحقة بأي قيمة (سواء مالية أو غير مالية)، مباشرة أو غير مباشرة، وبصرف النظر عن الموقع بما ينتهك القوانين المطبقة كوسيلة لإقناع أو مكافأة شخص يعمل أو يمتنع عن العمل فيما يتعلق بأداء مهام هذا الشخص.

-المصدر : معيار ايزو -37001

III - السلوك المتوقع أو المحظور لمكافحة الرشوة

1- عدم التسامح مع الرشوة

تتبنى مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية سياسة عدم التسامح تجاه أي شكل من أشكال الرشوة، بغض النظر عن الظروف والتبريرات، وذلك في جميع أنشطتها وفروعها.

2- الهدايا والدعوات

كل هدية أو دعوة تقدم أو يتوصل بها، يجب أن تكون ذات طابع رمزي ومعقول، ولها هدف مهني محض. ويجب أن تتسم كذلك بالشفافية التامة اتجاه السلم الإداري، وتتم وفقا للتشريع النافذ. ومن أجل منع مخاطر الرشوة التي قد تنشأ عن قبول الهدايا أو الدعوات، تم وضع مبادئ توجيهية تطبق على جميع المتعاونين وهي مفصلة في "إجراء الهدايا والدعوات".

3- تعارض المصالح

يتوجب على كل متعاون أن يحدد حالات تعارض المصالح التي قد يواجهها وأن يبلغ عنها المسؤول الإداري أو مسؤول المطابقة لمكافحة الرشوة وذلك لمعالجة هذه الحالات، وإيجاد التدابير المناسبة لإصلاحها.

4- الالتزام بمكافحة الرشوة

يجب على جميع المتعاونين الذين يشغلون رتب رئيس مصلحة/مهمة/مشروع، ورئيس قسم، ومدير، ومدير قطب، ومدير شركة فرعية أو ما شابه ذلك، ملء النموذج الذي يحمل الالتزام الشخصي، ووضع توقيعهم، مسبقا بعبارة "قرئ وصادق عليه".

IV - تدابير الوقاية من الرشوة

1- تقييم مخاطر الرشوة

تتوفر مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية على خريطة تقييم لمخاطر الرشوة، يتم مراجعتها سنويا. ويتم من خلالها تحديد وتصنيف مخاطر الرشوة وإدارتها بهدف ضمان وجود برنامج متكامل وملائم للوقاية من الرشوة والتعامل معها بشكل فعال.

2- التوعية والتكوين

تقوم مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية بإعداد برنامج تدريبي لمكافحة الرشوة لمتعاونيها الذين يعملون في مهام تعرضهم بشكل كبير لمخاطر الرشوة. كما توفر أيضاً لجميع المتعاونين أنشطة توعوية تتعلق بمختلف جوانب مكافحة الرشوة.

3- العناية المعقولة

تحرص مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية على تطبيق عناية واجبة مع شركائها التجاريين وامتعاونيها في مجال مكافحة الرشوة.

4- نظام التبليغ عن الرشوة

يمكن التبليغ عن حالات الرشوة، من طرف المتعاونين، والموردين، والمتعاقدين، والوسطاء والبناء، عبر نظام التبليغ عن الرشوة التي وضعتها مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية رهن إشارتهم، على النحو التالي:

- إما إلى مسؤول المطابقة لمكافحة الرشوة و/أو المسؤول الإداري إذا كان المبلِّغ متعاوناً من داخل المكتب؛
- أو إلى مسؤول المطابقة لمكافحة الرشوة إذا كان المبلِّغ شخصاً من خارج المكتب.

عبر البريد الإلكتروني التالي

smac@oncf.ma

عبر العنوان البريدي التالي

المكتب الوطني للسكك الحديدية
مديرية التدقيق وإدارة المخاطر، مسؤول المطابقة لمكافحة
الرشوة
8 مكرر شارع عبد الرحمن الغافقي أكدال الرباط

تلتزم مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية بضمان سرية هوية المبلِّغ.

5- الضوابط المالية وغير المالية

تطبق مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية ضوابط مالية لضمان عدم التلاعب بالحسابات بهدف إخفاء الرشوة. وتنفذ المجموعة كذلك ضوابط غير مالية لضمان التدبير السليم للأنشطة المتعلقة بالمشتريات والمبيعات وغيرها من الأنشطة بهدف السيطرة على أخطار الرشوة.

7- نظام إدارة مكافحة الرشوة

وضعت مجموعة المكتب الوطني للسكك الحديدية نظاما لمكافحة الرشوة وفقا لمتطلبات معيار "إيزو 37001".

مسؤول المطابقة لمكافحة الرشوة هو المسؤول عن عملية تعميم وتبوع هذا النظام، بمساعدة كل من مراسلي المطابقة لمكافحة الرشوة وجميع المتعاونين بمختلف هياكل المجموعة، ويتم مراجعة فعالية هذا النظام سنويا.

هذا، وتلتزم الإدارة العامة بتخصيص الموارد الضرورية لنشر هذا النظام وتحسينه بشكل مستمر.

